

Transports

L'Agence des transports mise de côté



Annie Morin
Le Soleil

Le gouvernement libéral met de côté l'Agence des infrastructures de transport imaginée et annoncée par le Parti québécois, alors soucieux de dépolitiser les investissements routiers. Les syndicats de fonctionnaires, qui ne veulent pas changer de patron, sont soulagés.

Le nouveau ministre des Transports, Robert Poëti, a fait part de ce changement de cap lors de l'étude des crédits de son ministère, mercredi, à l'Assemblée nationale.

Selon lui, l'état des finances publiques ne permet pas la création d'une nouvelle agence, dont la mission serait de réaliser les projets routiers et de conserver le réseau en bon état tandis que le ministère des Transports continuerait de planifier les interventions.

«On n'est pas dans un contexte d'investissement pour créer des nouvelles structures. Moi, je vais déménager 6500 personnes à la même adresse, mais je vais changer de nom sur la porte? C'est pas ça que je veux faire», a-t-il répété aux journalistes.

Selon les plans présentés par le précédent gouvernement, 5800 des 6500 employés du MTQ auraient relevé de la nouvelle entité, soit 90 % de l'effectif actuel. Les coûts de la transition étaient évalués à 10 millions \$.

M. Poëti a déjà demandé au groupe qui travaillait à la création de l'agence d'identifier les objectifs et les bonnes pratiques qui pourraient être récupérés par le ministère des Transports. «Je vais écouter et prendre ce qu'ils vont sortir de ça et voir de quelle façon on peut l'appliquer», a-t-il assuré.

Le libéral s'est également porté à la défense des choix politiques qui se font aux Transports. Lui-même pense être capable de «régler des problèmes» sans passer par une agence. «Je ne crois pas que le ministère des Transports est politisé. Le ministre est là pour prendre des décisions, des décisions de transport pour le bien-être de l'ensemble des Québécois», a-t-il insisté.

Maryse Rousseau, vice-présidente du Syndicat de la fonction publique du Québec, s'est réjouie mercredi de l'abandon d'un projet qui aurait eu pour effet de soustraire des milliers de fonctionnaires de la Loi sur la fonction publique. «Mais en même temps, je me garde des réserves parce que souvent, ce genre de projet là, ça ressort. Ça reste dans les cartons et tout d'un coup, il y a un haut fonctionnaire qui dit : "Mon dieu, j'ai la brillante idée, pourquoi pas une agence?"» a-t-elle tout de même tempéré.

Richard Perron, président du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec, continue aussi de dire que c'était «une mauvaise façon de s'attaquer à un réel problème», celui du recrutement d'employés spécialisés, surtout des ingénieurs.

La fuite d'expertise du ministère des Transports a été maintes fois identifiée comme un facteur ayant favorisé la collusion et la corruption. «Le problème reste, lui», a fait remarquer M. Perron, invitant le gouvernement à négocier des hausses salariales spécifiques pour attirer et retenir la main-d'oeuvre compétente.